



# Faits saillants



En présence de Manon Barbe, présidente de la CRÉ de Montréal et de Jocelyn Ann Campbell, présidente du comité Nourrir Montréal, la première rencontre des Rendez-vous montréalimentaires du comité Nourrir Montréal a attiré 90 participants. Animée par Frédéric Blaise, observateur et conseiller stratégique dans le domaine de l'alimentation (Enzyme inc.), la rencontre a réuni les spécialistes chevronnés Alyne Savary, directrice de la Direction de la commercialisation de l'Union des producteurs agricoles (UPA), Marcel Ostiguy, ex-président des Aliments Carrière, Geneviève Reed, responsable du Service de recherche et de représentation chez Option consommateurs et Sylvie Rochette, directrice générale du Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal.

## Au menu : le prix des aliments, quelques déclinaisons par nos invités

### De la terre à l'industrie...

Alyne Savary : le prix des aliments est déterminé par une négociation entre le producteur et le transformateur, ou le détaillant, en tenant compte de tous les intrants. Selon les secteurs, la négociation se fait soit collectivement (60 % des cas), par exemple chez les producteurs de lait de chèvre, soit individuellement, comme chez les maraîchers.

Marcel Ostiguy : la négociation du prix entre les producteurs et les transformateurs se fait généralement en février en fonction de la concurrence mondiale et du prix des céréales (maïs, blé) sur les marchés mondiaux en tenant compte d'un prix de stabilité. Le transformateur n'a aucune influence sur le prix fixé par le distributeur, soit celui qui paie le consommateur.

### Du distributeur à l'assiette...

Geneviève Reed : avec la mondialisation, la détermination du prix des aliments n'est presque plus une question locale. Et comme les causes sont externes, il faut trouver des solutions locales, soit un intermédiaire entre le producteur et le consommateur pour protéger ce dernier dans son alimentation, surtout les moins nantis de la population.

Sylvie Rochette : en raison de leur faible pouvoir d'achat, les ménages appauvris tendent à acheter des aliments plus bourratifs que nutritifs puisqu'ils sont généralement moins dispendieux. Il reste que ces produits sont souvent faits en partie de maïs. Et en parallèle, avec l'augmentation du prix du métal, on note également la hausse du prix des produits en conserve. Or, bien que les prix augmentent, les ressources elles, n'augmentent pas.

### Le prix de la sécurité alimentaire...

En fin de rencontre, de nombreux participants ont salué l'initiative. En somme, on retient qu'il faut prêcher pour l'éducation, la sensibilisation et l'amélioration des mesures de soutien au revenu. Cela dit, il faut raccourcir le chemin entre le producteur et le consommateur, par exemple au moyen de circuits courts comme les marchés saisonniers. Mais pour apprendre aux ménages appauvris à préparer les aliments, encore faut-il que les bons produits soient accessibles... De plus, il est souhaité que le gouvernement améliore les mesures de soutien au revenu pour augmenter le pouvoir d'achat des familles moins nanties. Augmenter leur revenu aurait un impact direct sur leur pouvoir d'achat, leur sécurité alimentaire et leur qualité de vie.

Par ailleurs, on rapporte qu'au Canada les normes alimentaires sont élevées : la qualité des aliments, la salubrité des industries, le respect du bien-être des animaux, le respect de l'environnement, le bon traitement des employés, etc. Toutes ces raisons viennent expliquer le coût élevé de la production et donc, le coût élevé de nos aliments. Après tout, il y a un prix à payer pour la sécurité alimentaire...

### Prochains rendez-vous montréalimentaires...

Les prochains thèmes des Rendez-vous montréalimentaires sont l'alimentation solidaire et équitable (12 mars), l'agriculture urbaine (14 mai) ainsi que l'achat local (septembre), autant de pistes pour révéler l'état du système alimentaire montréalais et les stratégies mises de l'avant pour l'améliorer.